

Lien social et Politiques

***Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social**

Laurent Willemez

Engagement social et politique dans le parcours de vie
Numéro 51, printemps 2004

URI : id.erudit.org/iderudit/008871ar

DOI : [10.7202/008871ar](https://doi.org/10.7202/008871ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Willemez, L. (2004). *Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social. *Lien social et Politiques*, (51), 71–82. doi:10.7202/008871ar

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social

Laurent Willemez

L'objectif de cet article est de relire les travaux sur le militantisme et l'engagement, aujourd'hui nombreux dans la sociologie comme dans la science politique françaises, à l'aune d'une réflexion sur la perpétuation de l'engagement dans la durée, ses conditions, ses déterminants et ses conséquences. Sans souci d'exhaustivité ont été mobilisées un certain nombre de recherches qui, d'une manière ou d'une autre, évoquent cette question et montrent comment la variable temporelle s'impose aux acteurs. Cette revue de littérature permet alors de proposer une nouvelle grille de lecture. Celle-ci peut servir à produire de nouvelles hypothèses à partir de nos terrains d'enquête. Ces enquêtes, en cours, concernent globalement les formes d'engagement dans le champ des acteurs investis dans la défense des salariés : il s'agit notamment d'avocats spécialisés dans la défense juridique et judiciaire des salariés et des organisations syndi-

cales, d'une part; de militants syndicaux qui se sont spécialisés dans l'activité judiciaire, aux prud'hommes principalement, d'autre part. Au total, c'est plus d'une vingtaine d'entretiens qui ont été réalisés et qui permettent d'illustrer le rapport au temps des militants.

Réfléchir au militantisme en termes de temporalité et de position dans une trajectoire autorise à penser l'engagement politique, syndical ou associatif. L'analyse de l'ancrage dans la durée de l'engagement militant permet d'abord de réfléchir en termes de trajectoires ou de « carrières militantes » (Fillieule, 2001). On perçoit ainsi le militantisme dans le processus même de constitution de l'identité individuelle, c'est-à-dire dans la manière dont il est pris dans les appartenances sociales des individus : l'engagement est nourri par le passé, par des attaches sociales diverses qui font du militant ce qu'il est aujourd'hui (en particulier

son éducation, son activité professionnelle, sa vie privée et ses loisirs). Ces appartenances peuvent être actualisées ou réactualisées dans des contextes spécifiques. Dans le même temps, l'engagement militant a des effets, en cela qu'il produit en retour des formes d'affiliation et d'identification nouvelles. C'est donc par l'attention aux formes de socialisation et à l'interaction entre des événements, des contextes d'une part, et des structures sociales d'autre part que l'on peut rendre compte de l'engagement et de sa variable temporelle.

Une analyse de l'engagement en termes de temporalité conduit aussi à mettre en valeur les aspects proprement subjectifs de celui-ci : parce que le temps est autant vécu par les individus qu'il est un donné, parce qu'il n'est pas extérieur à l'action, qu'elle soit militante ou autre, l'analyse de la perception de la durée de l'engagement conduit à comprendre

comment l'individu engagé s'inscrit dans son histoire et relie ce passé vécu à son présent et à son futur (Heurtin et Trom, 1997): le vieillissement est l'un de ces processus, à la fois réalité biologique et processus social, qui se donne particulièrement à voir à travers la réalité de l'engagement. Dans les entretiens réalisés avec des militants (du moins avec les moins jeunes d'entre eux), ceux-ci aiment à rappeler leurs engagements passés, pour montrer à l'enquêteur (et probablement pour se montrer à eux-mêmes) qu'ils ont su «s'adapter» ou au contraire qu'ils «n'ont pas changé». À tel point que parfois, l'engagement constitue pour certains acteurs un véritable «fil rouge» (Lavabre, 1994) qui relie les différents moments de leur vie et assied leur prétention à persévérer dans leur être social.

Ce sont donc trois manières d'appréhender les temporalités militantes qui peuvent être déterminées, à la fois objectivement (par l'analyse des trajectoires individuelles des militants) et subjectivement (à travers la manière dont ils perçoivent et représentent ces trajectoires): des formes de désengagement, des formes de fidélité, et au final des adaptations et des reconversions.

Désengagements et ruptures identitaires

Une sociologie politique spontanée évoque souvent les «trahisons» d'un certain nombre d'individus, par exemple d'anciens gauchistes des années 1970 devenus leaders d'opinion ou responsables politiques sociaux-démocrates; on évoque aussi souvent la rupture d'anciens militants avec le Parti communiste ou des organisations qui lui sont proches, en termes de prise de conscience des mutations de la société et du conservatisme des instances dirigeantes. Peu de travaux ont pour l'instant été publiés sur la question du désengagement militant, à l'exception de ceux de Philippe Gottraux (Gottraux, 1997) et de l'ouvrage, à paraître, dirigé par Olivier Fillieule (Fillieule, 2004). Cette faiblesse s'explique à la fois par des raisons méthodologiques¹ et parce que, pour reprendre les termes d'A. Hirschman, en science politique comme en sociologie, «la défection n'est pas seulement considérée comme un moyen inefficace et laborieux, elle est condamnée comme *criminelle* et qualifiée de désertion ou de trahison» (Hirschman, 1995: 35). Plusieurs pistes ont cependant été proposées, qui font du désengagement «un phénomène multi-déterminé» (Gottraux, 1997) et permettent en creux de restituer les conditions sociales de l'engagement militant.

L'illusion héroïque d'un désengagement purement idéologique

La première explication des formes de désengagement militant, et la plus classique, renvoie à des désillusions et à un désenchantement face à la cause défendue ou face aux leaders des groupes qui défendaient la cause. À l'occasion d'événements politiques,

dans une perspective de prise de conscience, ou au contraire à l'aboutissement d'un processus de dégradation des liens qui rattachent le militant à l'organisation, celui-ci la quitte.

C'est cette perspective qu'adoptent une bonne part des travaux consacrés à l'engagement des «intellectuels» français au 20^e siècle. Les variables politiques et idéologiques sont considérées comme les seules pertinentes pour expliquer les déterminants, les motivations et les conditions d'un désengagement individuel expliqué et explicable par la seule force de la réflexivité, de l'auto-analyse et de la «prise de conscience» intellectuelle. Ce qui est en jeu dans ces formes héroïques de désaffection militante, c'est, pour reprendre les termes de Michel Trebitsch, «la figure du "spectateur engagé", de l'intellectuel qui pense le politique sans s'y inclure organiquement» (Trebitsch, 2002). L'analyse de l'abandon par Gide de son engagement communiste dans les années 1930 est une parfaite illustration de ce raisonnement, puisqu'elle s'appuie sur un voyage en Union soviétique, qui lui ouvre les yeux et lui montre l'étendue de son erreur affective et intellectuelle. Dans les descriptions faites de cette rupture, l'accent est alors mis sur son individualité et sa publicisation, deux éléments qui définissent l'image de ces «intellectuels» français engagés dans l'espace public².

À l'encontre de ces deux principes d'explication des engagements et des désengagements, d'autres facteurs jouent un rôle important, en particulier les propriétés sociales des individus et leur place dans l'espace intellectuel et littéraire. Gisèle Sapiro montre que, par-delà le rôle des convictions et des croyances, les logiques de refus par les écrivains du

soutien au régime de Vichy renvoient aux propriétés sociales des acteurs et à la structure du champ littéraire, en particulier, pour ceux qui s'éloignent de l'État français, à une position dominée dans le champ temporel, en ce que ceux-ci cumulent les déficits dans toutes les espèces de capitaux (économique, social, symbolique...) (Sapiro, 1999). Ce type d'analyse permet de « désingulariser » l'engagement intellectuel d'autres formes de militantisme et de montrer que le retrait de la vie militante est d'abord un phénomène social, redevable d'explications sociologiques plutôt que proprement idéologiques.

La rupture comme crise identitaire et comme signe d'affaiblissement des structures sociales

C'est pourquoi, dans plusieurs travaux, le désengagement a pu être considéré dans une perspective de « crise identitaire » et de rupture avec des formes de « remise de soi ». Rompant avec le passé d'un engagement, ces militants quittent au fond une partie d'eux-mêmes, parce qu'ils perdent un élément de la définition et de la représentation de leur être social. D'où les perspectives, souvent associées à la psychanalyse, en termes de deuil, de forclusion (Sommier, 1998) ou de « burn-out » (Fillieule et Broqua, 2001). Le désengagement est alors une forme de « blessure identitaire » (Pollack, 1993) pour d'anciens militants qui doivent en quelque sorte revenir à la vie civile et se reconstruire en dehors du militantisme.

Cette perspective fait donc l'hypothèse qu'au-delà même des causes et des idéologies, le militantisme renvoie à une adhésion de l'ensemble de l'individu, de ses appartenances sociales, de son histoire et de son rapport au présent et à l'avenir, bref à

une « remise de soi » à l'organisation. Et dans ce cadre, c'est l'engagement d'une partie des classes populaires au Parti communiste qui a été le plus étudié, même si cet exemple est restrictif et fait oublier non seulement que la « remise de soi » n'est pas exclusive aux classes populaires, mais qu'en outre elle n'a jamais été totale pour ces catégories sociales (Collovald, Lechien, Rozier et Willemez, 2002 : 185-188). Dans leurs écrits, Claude Pennetier et Bernard Pudal insistent sur la force de cette conversion de tout l'être qu'implique l'adhésion à l'« institution totale » qu'est par exemple le Parti communiste (Pennetier et Pudal, 2000, 2002) : parce que les organisations communistes produisent un « référentiel identitaire » fondé sur le primat du biographique comme mode de gestion du parti et des relations partisans, c'est l'ensemble de l'individu, de sa trajectoire et de ses appartenances qui sont pris dans l'adhésion. Dès lors, la rupture avec le mouvement communiste est liée à l'essoufflement de la disposition à la « remise de soi », produite elle-même par l'affaiblissement des structures sociales et mentales qui la rendaient possible (Pudal, 2002).

Ces travaux permettent de relier l'individu aux collectifs auxquels il appartient et donc d'indexer les sorties du militantisme avec l'affaiblissement des structures sociales sur lesquelles prenait appui l'engagement. Stéphane Beaud et Michel Pialoux montrent ainsi comment la crise du militantisme syndical au sein du monde ouvrier est largement expliquée par la déstructuration et la perte de repères sociaux et politiques des groupes ouvriers (Beaud et Pialoux, 1999). De la même manière, Bertrand Geay analyse le profond affaiblissement du syndicalisme ins-

tituteur dans les années 1980 à travers la disparition de l'identité professionnelle classique du groupe : pour les « nouveaux » instituteurs, plus diplômés, issus d'un milieu social plus favorisé, moins attirés vers les métiers de l'enseignement par vocation que par nécessité (et donc moins redevables à l'institution scolaire...), la distance à l'égard de l'Éducation nationale trouve son homologie dans la distance avec les organisations syndicales (Geay, 1999, 2003). C'est dire, d'une manière plus générale, que la représentation politique, syndicale ou associative est intrinsèquement liée à la définition que le groupe social a et donne de lui-même : les processus de désengagement des militants ne constituent alors que l'une des manifestations de cette perte du « collectif » et de cet ébranlement des appartenances sociales.

La conséquence des transformations du militantisme

Un troisième élément d'explication est parfois avancé pour expliquer le désengagement des individus, et éventuellement, mais d'une manière plus large, le déclin du militantisme : la mise en avant de la transformation des organisations et la baisse de l'adéquation entre ce qu'y recherchent les individus et ce qu'ils y trouvent.

La question de la professionnalisation du bénévolat et de l'activité militante, qui est au centre de nombreuses recherches, est l'un de ces phénomènes propices au désengagement. C'est ainsi qu'Olivier Fillieule et Christophe Broqua montrent comment des militants d'Act-Up peuvent renoncer à leur engagement ou quitter AIDES, l'une des associations de lutte contre le SIDA, lorsque, du fait des changements qu'ils y perçoivent, en l'occurrence un processus de pro-

fessionnalisation de l'activité, elle ne correspond plus à leurs attentes ou à leurs aspirations (Fillieule et Broqua, 2001). De la même manière, les bénévoles engagés dans l'action humanitaire ont souvent des difficultés à accepter le développement d'une organisation de plus en plus experte et professionnalisée et réclamant une plus grande division du travail (Collovald, Lechien, Rozier et Willemez, 2002). Cette technicisation de l'activité militante, sa professionnalisation et sa complexification conduisent à des désenchantements: l'illusion d'une communauté de pairs, rassemblés par la cause et unis dans l'action, est alors remise en cause, ce qui conduit à des départs, ou tout au moins à des formes d'éloignement.

Ce qui se tarit et s'épuise alors, c'est l'ensemble des «incitations» symboliques à l'engagement et à la fidélité, et en particulier les formes de sociabilité qui attachent, à travers des liens de complicité, de camaraderie, voire d'amitié, les militants à leur organisation. C'est dans les études liées à la «crise» du syndicalisme que ce phénomène a été le mieux mis en avant (Andolfatto et Labbé, 2000; Labbé et Croisat, 1992): les tournées des services et des ateliers, les réunions qui se prolongent par des

repas, les débats politiques, ou encore les luttes collectives (manifestations, occupations...), toutes ces activités cèdent peu à peu la place à des formes technocratiques et professionnalisées de l'activité syndicale: le recours obligé à la discussion et à la négociation avec la direction plutôt que le conflit social, l'apprentissage d'une expertise, par exemple juridique ou comptable, ou encore les stages de formation syndicale...³ Il est vrai que ce schéma ne peut être généralisé pour l'ensemble des organisations syndicales et qu'il mérite d'être nuancé: l'affaiblissement de leur poids doit d'abord être ramené aux changements structurels du marché du travail et des relations professionnelles, ainsi qu'à la transformation des relations sociales au sein des entreprises (Duriez et Sawicki, 2003; Beaud et Pialoux, 1999). Pour autant, ces profondes mutations dans les pratiques militantes peuvent être considérées comme une rupture avec les formes anciennes de l'action: ces activités syndicales apportent certes de nouveaux types de gratifications, en particulier en termes de capital culturel et de savoirs transférables hors de l'entreprise et de la sphère de l'engagement (Willemez, 2004; Ubbiali, 1999). Mais la technicisation et la professionnalisation du militantisme syndical sont à l'origine de débats et de tensions au sein des organisations syndicales: un certain nombre de responsables se rendent compte du danger qu'elles recèlent, en ce qu'elles sont susceptibles d'éloigner une partie des militants ne se retrouvant pas dans ces formes d'activité syndicale.

Ainsi, ce militant du syndicat CFDT de l'Hôtellerie en Seine-Saint-Denis évoque son désenchantement face à l'activité juridique (alors que pendant plusieurs années il a assuré des permanences juri-

diques): «Avec le temps, les permanences, ça m'a agacé. Moi, j'ai pas cette vision-là dans les syndicats. On réfléchit beaucoup aujourd'hui, en tout cas à la CFDT. Est-ce qu'on doit devenir un syndicat commercial en vendant un service qui est du juridique, ou est-ce qu'on doit plutôt devenir un syndicat de militants prêts à aller sur le terrain, à défendre des revendications [...] *je perds pas la foi à partir du moment où je suis sorti du juridique, je serais resté dans le juridique, je pense que j'aurais perdu la foi, et j'aurais franchement perdu ma patience*»⁴.

Conditions matérielles et trajectoires de vie

On a peut-être trop négligé une dernière explication sociologique du désengagement: celle des conditions matérielles et du vieillissement. Les ruptures dans l'engagement sont aussi le produit d'une transformation des conditions objectives d'existence, et par exemple correspondent parfois à la fin du temps de la jeunesse, c'est-à-dire des moments d'indétermination professionnelle et matrimoniale (Mauger, 1994).

Isabelle Sommier montre de quelle manière, chez une partie des gauchistes des années 1970, ce sont «les aspirations à vivre sa vie» et les «effets d'âge» qui contribuent à les éloigner de l'action violente, puis de l'ensemble de l'activité militante (Sommier, 1998). De la même manière, Philippe Gottraux montre comment le désengagement des militants de «Socialisme ou Barbarie» est lié à l'impossibilité de régler la tension entre engagement politique, vie professionnelle et vie privée (Gottraux, 1997). Un ensemble de principes de réalité est donc susceptible de remettre en cause l'engagement militant: l'investissement plus intensif dans une vie

professionnelle, une rencontre amoureuse, la naissance d'enfants conduisent à faire des choix de vie et à mettre l'engagement militant en balance avec d'autres aspirations.

C'est de cette manière que l'on peut comprendre la trajectoire d'un avocat parisien âgé de 50 ans, spécialiste de droit du travail, ancien militant du Parti communiste et défenseur des salariés, qui aujourd'hui défend aussi et à parité des chefs d'entreprise : militant trotskyste au début des années 1970, il s'inscrit au Parti communiste en même temps qu'au Barreau ; il ne parvient pas à se constituer une clientèle syndicale (la seule qui permette réellement de vivre de la défense des salariés) et en vient aujourd'hui à plaider pour les employeurs aux prud'hommes : « Moi, quand j'ai commencé mon activité professionnelle, j'avais deux champs d'activité importants : droit du travail et droit locatif. J'avais pour principe de ne jamais plaider pour un patron et de ne jamais plaider pour un propriétaire, c'était clair, j'avais choisi mon camp. Et puis à partir d'un certain temps, quand vous vous installez, avec les charges qui augmentent, famille, enfant... je me dis : "c'est bien, mais il faut que je fasse vivre tout le monde", et c'est vrai que depuis sept ou huit ans, j'ai accepté de plaider employeurs aux prud'hommes »⁵.

Au-delà même des contraintes de la réalité, la fin du temps de l'indétermination, caractéristique de la jeunesse, peut correspondre à une vie de plus en plus occupée, qui modifie profondément le rapport au temps : P. Bourdieu explique comment l'action politique, l'aspiration à la lutte contre les inégalités sont les manifestations d'une disposition individuelle à refuser l'ajustement des aspirations et de la réalité. Or, « la forme la plus commune de l'expérience du temps » est

celle d'une « anticipation pratique d'un à venir inscrit dans le présent immédiat, protention, pré-occupation » (Bourdieu, 1997 : 249 et 257). Le principe de réalité peut alors constituer un puissant facteur de réajustement des aspirations et d'acceptation de son destin social, de ce que Pierre Bourdieu appelle encore « *l'amor fati* » (Bourdieu, 1979). Cette forme de vieillissement est l'une des explications possibles du désengagement individuel.

Au-delà des visions enchantées de l'engagement purement idéologique et intellectuel, c'est donc dans la combinaison d'un ensemble de processus sociaux que l'on trouve les déterminants du désengagement et de la rupture militante : dans l'affaiblissement ou l'effondrement des structures sociales qui l'encadraient, dans le tarissement des rétributions symboliques qui le nourrissaient et dans le « vieillissement » des militants. Mais ces explications portent avec elles leur revers et permettent aussi de comprendre les formes de fidélité à la cause et de perpétuation de l'engagement.

Une fidélité « intéressée »

Les discours sur la « crise » du militantisme ou l'affaiblissement général des formes d'engagement collectif, qui rendent possible une réflexion en termes de désengagement, risquent de faire passer au second plan une réalité tout aussi forte : la pérennité dans l'engagement et l'enracinement du militantisme dans la durée.

Promotion sociale et capital politique

Les travaux sur la fidélité de longue durée à un engagement militant ont souvent été réservés à l'ana-

lyse du militantisme des groupes ouvriers, soit au Parti communiste, soit à la CGT. Cette fidélité, fondée sur la « remise de soi » à l'organisation, prend parfois la forme d'une idéologie du « fidéisme » (Pennetier et Pudal, 2002) et renvoie souvent à une vision moralisatrice et familialiste de l'ordre social. Comme le montre pour d'autres domaines Rémi Lenoir, la métaphore familiale et le vocabulaire de la parenté sont en effet très présents dans les représentations du militantisme : l'organisation est une « seconde famille », l'attachement à la structure est « filial », et c'est la « fraternité » qui relie les militants (Lenoir, 2003 : 47-49).

Cette morale de la fidélité est aussi produite par l'organisation elle-même, qui, pour continuer d'exister, a besoin d'intéresser le destin des militants au sien propre. Dans ce cadre, l'analyse des formes de « remise de soi » renvoie à l'émergence de ressources collectives, d'un « capital politique » (Bourdieu, 1994 : 31-35), en l'occurrence d'un capital militant, qui crée, renforce et restaure les liens entre l'organisation et ses militants : l'organisation fournit à ses militants des biens collectifs qui leur permettent de contrer les formes d'illégitimation (ou d'auto-illégitimation) qui les éloignent d'un certain nombre de sphères sociales : du champ politique et de l'élection, du monde du droit ou encore de celui de la culture (Offerlé, 1984, 1987). Espaces de promotion culturelle, les organisations militantes constituent, à travers les structures de formation plus ou moins lourdes qu'elles mettent en place, un lieu central de socialisation. Les coûts du désengagement et de la rupture sont alors extrêmement élevés. La fameuse « remise de soi », l'une des conditions de possibilité de la fidélité, ne

renvoie donc pas à une sorte d'aveuglement ou de foi quasi religieuse, mais pourrait bien plutôt se rapporter à la fois à des formes morales de reconnaissance et à des processus de socialisation intériorisés, par exemple lors des stages ou des séances des écoles de formation (Pudal, 1989; Ethuin, 2003).

Des intérêts à la fidélité

Comprendre les intérêts à la fidélité militante ne sous-entend en rien que l'on adopte une posture normative remettant en cause le caractère bénévole et gratuit de l'activité militante. C'est rappeler au contraire que les actions des individus s'appuient à la fois sur des intérêts, qu'on peut définir comme les raisons d'être de leurs pratiques, et sur des croyances, les deux éléments se nourrissant mutuellement (Bourdieu, 1994). C'est revenir sur les formes de « rétribution du militantisme » en expliquant que les individus engagés dans une action militante y rencontrent des intérêts qui, s'il en était besoin, renforcent leur engagement et les poussent à persévérer (Gaxie, 1977).

L'un des profits, beaucoup plus réels que symboliques, de l'engagement tient dans sa professionnalisation : comme on l'a vu précédemment,

ce processus tend à éloigner des militants; il tend cependant à en fidéliser d'autres, qui voient dans l'action militante une manière de faire le pont entre activité professionnelle et engagement politique. C'est le cas par exemple de certains militants écologistes rencontrés par Sylvie Ollitrault, qui trouvent une forme de « rentabilisation » de leur militantisme par une salarisation dans leur organisation (Ollitrault, 2001). En cela, ces militants vivent *de* leur engagement, puisqu'ils voient en lui « une source permanente de revenus » (Weber, 1959)⁶. La situation des militants dans les organisations humanitaires est encore plus claire de ce point de vue : selon Johanna Siméant, le débat sur la professionnalisation provoque des oppositions qui traversent toutes les grandes associations; on retrouve cependant parmi les membres actifs de ces organisations certains individus, « jeunes oblates des structures humanitaires » que leur engagement a durablement désinsérés du marché du travail classique et qui sont « d'autant plus portés à valoriser la professionnalisation et la constitution d'un savoir spécifiquement humanitaire » (Siméant, 2001). Ainsi, un engagement militant n'est pas nécessairement producteur de promotion sociale, mais peut aussi conduire à des formes de déclassement. Paradoxalement, celles-ci peuvent conforter l'engagement et fidéliser (voire enfermer) les acteurs dans la cause qu'ils défendent (Siméant, 1998).

On peut aller plus loin encore dans cette perspective en rappelant la manière dont des avocats mêlent engagement professionnel et engagement militant dans la défense et la protection des salariés⁷ : pour un petit nombre d'avocats à Paris et dans quelques grandes villes de pro-

vince, la clientèle est constituée sur la base d'un engagement militant. La défense collective de comités d'entreprise et celle d'un « volant » de salariés individuels, souvent envoyés par les représentants des organisations syndicales, leur assurent un revenu régulier leur épargnant d'exercer une activité professionnelle qui les éloignerait de leurs convictions et de leur éthique (par exemple la défense d'employeurs⁸). La fidélité militante constitue alors la raison d'être de leur activité et elle la nourrit, dans un processus d'auto-entretien.

Ainsi, un avocat parisien de 55 ans, spécialiste du droit du travail et défenseur habituel d'importantes fédérations de la CGT et de FO, explicite le lien entre engagement professionnel, engagement militant et clientèle : « j'ai tout de suite pensé que l'indépendance se conquerrait par la compétence professionnelle, et que si on avait des pratiques honnêtes, loyales, des relations sincères, sans ambiguïté avec les organisations syndicales... par exemple si on ne plaide pas pour les patrons, ce qui est quand même une condition de cette confiance... eh bien les organisations syndicales sauraient reconnaître les gens qui fournissaient du boulot efficace, et c'est exactement ce qui s'est passé [...] On a toujours dit aux gens ce qu'on pensait et on a eu une clientèle qui non seulement a crû mais qui est devenue même monopolistique, si vous employez ce terme simple mais tout à fait excessif »⁹.

Dans ce cadre, la perpétuation de l'engagement est nécessaire pour des acteurs indexant leur métier sur une pratique militante. D'une manière très concrète, elle devient une condition indispensable à la réussite professionnelle.

Montrer que « l'on n'a pas changé »

Au-delà de ces bénéfiques matériels qui peuvent être tirés de l'engagement militant, la fidélité apporte des profits plus proprement symboliques, mais tout aussi importants. Elle autorise en effet les militants à penser et à présenter leur existence dans sa linéarité et sa continuité. Plus encore, l'engagement devient un élément central de leur identité sociale, et la persévérance militante une condition de possibilité de la fidélité envers soi-même et de la conservation d'une estime de soi.

De fait, l'engagement militant peut constituer l'un des points d'appui de « l'illusion biographique » des individus, avec toutes les autres formes, institutionnelles ou non, qui « favorisent ou autorisent l'expérience ordinaire de la vie comme unité et comme totalité » (Bourdieu, 1986 : 70). Les travaux fondés sur des entretiens avec des militants, qui prennent la forme d'histoires de vie, permettent de réfléchir à la manière dont l'engagement individuel établit le pont entre le passé, le présent et le futur d'un individu et rend possible en le neutralisant son vieillissement, tant social que biologique. C'est en particulier le cas des formes d'engagement humanitaire, ou plus largement humaniste, à propos desquelles tous les chercheurs sont confrontés, au cours des entretiens, au poids des socialisations religieuses (Berlivet et Sawicki, 1994). Dans ses travaux sur les défenseurs des sans-papiers (Siméant, 1998) comme sur les militants de grandes organisations humanitaires (Dauvin, Siméant et CAHIER, 2002), Johanna Siméant montre comment une socialisation religieuse, en l'occurrence principalement catholique, nourrit un ensemble d'engagements souvent homogènes et

qui se prolongent tout au long de l'existence des individus qu'on définit souvent, et sûrement trop rapidement, comme des « chrétiens de gauche » : une prise de position pour l'indépendance de l'Algérie, la participation à mai 68 puis l'adhésion au PSU ou à des mouvements d'extrême gauche, la défense des travailleurs immigrés, la participation à des organisations humanitaires... C'est tout l'intérêt de ce type de sociologie dispositionnelle que de mettre en valeur le caractère unifié de certaines « carrières militantes » et de montrer comment des continuités biographiques peuvent se constituer à travers le temps, en prenant appui sur des formes de socialisation.

Mais au-delà de cette vision objectiviste de l'ancrage militant, la fidélité renvoie à une perspective plus subjective, et qui conduit un certain nombre de militants à représenter et à se représenter leur engagement présent comme la continuité d'engagements passés. Cette vision fidéiste, qui permet de relier l'être d'aujourd'hui à celui du passé, de montrer que « l'on n'a pas changé », c'est-à-dire que l'on a gardé les mêmes convictions, les mêmes combats et les mêmes causes, se retrouve très souvent dans les recherches sur les formes d'engagement. Lorsque l'on interroge par exemple les avocats défenseurs des salariés sur leur militantisme, tous (à l'exception bien entendu des plus jeunes) mettent en avant une fidélité aux engagements passés, notamment ceux des années 1970.

D'une certaine façon, tout le monde avait des petits écarts, qui se sont un peu creusés, mais... tout le monde est resté *grosso modo* fidèle à ses engagements de l'époque (avocat parisien, 55 ans)¹⁰.

Si on regarde la localisation des cabinets qui ont fait du droit du travail et qui sont dans les banlieues, leur nombre est significatif [...] C'est des gens qui ont choisi une forme d'établissement dans la profession, en dehors de la capitale, avec la volonté de ne pas être, si on reprend la phrase de Brecht, dans le lieu du ventre de la bête [*puis un peu plus loin dans l'entretien :*] Nous sommes restés fidèles à nos engagements, on gagne très bien notre vie, mieux que beaucoup qui prétendent faire du droit des affaires (avocat de la banlieue parisienne, ancien militant d'extrême gauche — maoïste —, 56 ans)¹¹.

Il importe finalement peu de se demander si ces attestations de fidélité renvoient à des éléments de réalité. Au-delà d'une sociologie du dévoilement par ailleurs nécessaire à certains moments, il est plus pertinent de montrer comment, pour un certain nombre d'acteurs, l'engagement irrigue l'ensemble de leurs pratiques et de leurs visions du monde, à tel point qu'il peut devenir nécessaire à la préservation de leur identité sociale. Cela est d'autant plus vrai quand l'activité professionnelle s'adosse à lui¹².

La revendication de fidélité militante permet ainsi à l'individu de tenir ensemble des « morceaux » de sa vie et de rapprocher des espaces (espace politique, espace professionnel, espace privé) qui sinon seraient disjoints. Par un processus de « réassurance » et de « réenchantement » de la vie sociale, le militantisme fait revivre le passé à travers le présent de l'engagement. Au-delà donc du sens professionnel de l'engagement, il est nécessaire de mettre l'accent sur le « sens privé de l'engagement », qui conduit les individus, parfois en situation personnelle et sociale difficile, à donner à leur trajectoire un sens unique et rassurant, celui du militantisme (Lechien, 2003). À tra-

vers les entretiens avec des sociologues¹³ ou par d'autres techniques d'objectivation (l'écriture de lettres, la rédaction d'un journal intime...), certains militants tentent de « construire pour [eux-mêmes] un sens à cette présence fidèle » à la cause (Lechien, 2003 : 109).

C'est donc dans l'encastrement de types de socialisation, et donc de dispositions spécifiques, avec des logiques subjectives de construction d'une unité et d'un sens de l'existence sociale et de lutte contre le vieillissement que se joue la question de la fidélité militante. Pourtant, alors même que les ruptures ne sont jamais vraiment des ruptures, les fidélités ne le sont pas non plus entièrement. Les formes de perpétuation de l'engagement ne peuvent alors se comprendre que si l'on analyse les processus de reconversion, d'adaptation et d'ajustement entre des dispositions et des offres militantes.

Ajustements, adaptations, reconversions : les transformations de l'offre militante

Ce travail d'ajustement et d'adaptation de dispositions militantes à la transformation du monde et au vieillissement social constitue au final la réalité la plus classique de

l'activité militante. Membres de mouvements trotskystes « passés » au Parti socialiste, anciens militants du PSU et de la CFDT des années 1970 devenus après 1995 membres d'ATTAC ou d'autres organisations alter-mondialistes, militants du PS devenus responsables de la Ligue des droits de l'homme... : il faut analyser ces mouvements dans l'espace du militantisme en prenant en compte les relations, notamment de concurrence, entre les différentes organisations; c'est dans l'interaction entre l'espace des relations militantes et les dispositions des individus que l'on saisit ces modifications, de grande ampleur ou minuscules, mais qui permettent de comprendre comment un engagement peut se perpétuer tout en se modifiant.

Déceptions, conflits et revendications démocratiques : les nouvelles formes de structuration des mouvements sociaux

Les reconversions militantes peuvent être pensées à travers un mode de réflexion individuel, mettant en avant le hasard des rencontres, les insatisfactions ou les conflits avec les organisations, qui poussent au changement et au transfert de l'engagement d'une cause vers une autre. Le choix de la nouvelle organisation apparaît ainsi, au moins dans le discours des militants, sur le mode des « affinités électives » : dans une perspective enchantée, la cause « choisie » répond à des attentes, par exemple en termes de démocratie interne, de refus des clivages partisans ou de possibilité d'expression : c'est ce que montre E. Agrikoliatsky dans son analyse du passage de militants de la Ligue des droits de l'homme du militantisme partisan au militantisme des droits de l'homme (Agrikoliatsky, 2002); c'est aussi

largement le discours des adhérents d'ATTAC, qui affirment trouver dans cette nouvelle organisation l'espace de discussion et de promotion culturelle qui leur manquait (Sommier, 2003). La revendication de « nouvelles » procédures démocratiques au sein des organisations, qu'il s'agisse de « coordinations », de « collectifs » ou de « forums », constitue un élément central d'appréhension des « reconversions » militantes.

Ces revendications peuvent trouver une partie de leurs explications dans la structuration des groupes sociaux qui se mobilisent : comme l'explique I. Sommier, les leaders de ces organisations sont souvent d'anciens militants, des 45-60 ans dont l'engagement remonte aux années 1970; appartenant aux catégories intellectuelles des classes moyennes, ils possèdent un capital social et culturel important (Sommier, 2003), et par conséquent leurs dispositions s'adosent volontiers au « nouveau » modèle d'engagement qui valoriserait l'individu, l'autonomie et l'engagement distancié (Ion, 1997). En outre, la valorisation de ce qui est de l'ordre culturel est à relier à la forte présence des enseignants, qui rejouent dans ces organisations leur rapport au savoir et à l'école comme forme d'ascension sociale (Marty, 2003). S'il y a donc bien reconversion, c'est plutôt à une forme d'« hysteresis des habitus » qu'il faudrait la relier, et d'ailleurs seulement pour une partie des organisations et de leurs militants.

Les reconversions militantes face aux transformations de l'offre militante

Ces ajustements entre des dispositions et des manières de considérer l'engagement militant trouvent à se

déployer à partir du moment où surgissent de nouvelles « offres » militantes. Contraintes et opportunités issues du monde social se combinent pour permettre les reconversions militantes et autoriser les individus à modifier leur engagement sans pour autant se trahir, en réinvestissant dans d'autres organisations des croyances et des pratiques issues d'anciens engagements.

Plusieurs travaux montrent la force d'attraction de certaines causes, qui « parlent » plus que d'autres pour des raisons générales et macrosociologiques, dont il est d'ailleurs difficile de rendre raison. Il faut alors réfléchir en termes de concurrence au sein d'un espace aux limites par ailleurs fort floues, celui du militantisme. Dans la bourse des valeurs sociales, certaines causes sont devenues « indignes », c'est-à-dire inaudibles, et elles ont été remplacées par d'autres, susceptibles d'investissement car plus acceptables socialement (Collovald et Gaïti, 1991). Eric Agrikoliansky montre ainsi comment les droits de l'homme constituent « une cause accueillante » dans laquelle peuvent se fondre de nombreux « combats sectoriels » et où « le combat local pour les droits de l'homme peut s'articuler à la plupart des revendications qui présentent un degré de congruence minimal avec les positions nationales de l'association » (Agrikoliansky, 2002 : 250). L'humanitaire représente un autre type de cause *omnibus* et susceptible d'une diversité d'investissements, donc d'un recyclage de formes multiples de militantisme. Les organisations qui prennent en charge ces causes sont alors le lieu d'une rencontre entre différentes générations et entre des individus situés à des états différents de leur vie sociale et militante. Si cette cris-

tallisation permet le succès provisoire de la cause (contribuant d'ailleurs parfois à « assécher » localement d'autres espaces d'engagement), elle est susceptible de produire aussi de multiples difficultés, désaccords et désenchantements.

Cependant, la reconversion militante ne recouvre pas seulement les causes, mais aussi les pratiques militantes. Les formes de l'engagement peuvent être transformées, sans pour autant que son contenu soit explicitement refusé. C'est le cas par exemple pour un certain nombre de syndicalistes qui se spécialisent dans le droit du travail (Michel et Willemez, 2002; Willemez, 2004) : intégrant les critiques virulentes à l'endroit d'un type classique d'action collective (la grève, la manifestation, la lutte contre les « patrons »...), un certain nombre de militants s'engagent dans des pratiques juridiques et judiciaires, produisant un nouveau discours, moins directement conflictuel et plus institutionnel. Pour autant, ceux-là n'ont pas l'impression de se transformer ou de se reconvertir, mais simplement de s'adapter aux nouvelles réalités du monde du travail et aux représentations en cours dans la société actuelle.

Un permanent de Force ouvrière d'une ville de province, 55 ans, ancien agent de la SNCF devenu spécialiste de la défense juridique des salariés, explique ainsi : « le syndicalisme est empêtré dans de sacrés trucs. Se défaire des oripeaux anciens qui faisaient du syndicaliste un mec avec un pull bleu et qui gueulait, et qui gueulait sans cesse [...] On était sur les vieilles données, et on l'est encore avec la CGT ». Et d'expliquer qu'on est ensuite passé d'« un syndicalisme alimentaire » à

un « syndicalisme de force, mais plus axé sur le juridique¹⁴ ».

Le droit semble d'ailleurs constituer une forme particulièrement bien adaptée à ces processus de reconversion militante : neutralisant, au moins dans la forme, et dépolitisant les affrontements, les catégories juridiques correspondent au développement de « l'humeur anti-politique » qui marque le contexte actuel (Gaxie, 2001). On trouverait bien d'autres transformations structurelles qui fonctionnent comme autant de contraintes ou d'opportunités pour populariser ou délégitimer une cause et le militantisme qui la porte.

Ainsi, au-delà des conversions proprement opportunistes qui poussent des militants à modifier leurs engagements pour « se faire une place », par exemple pour « poursuivre des carrières militantes ascensionnelles » ou « se constituer un capital politique » (Juhem, 2001), les reconversions militantes sont souvent liées à des perceptions de l'essoufflement ou du tarissement d'une forme plus classique d'action collective et à la recherche de nouvelles manières d'agir.

Conclusion

Cette revue de littérature et son application à l'analyse des acteurs de la défense juridique et judiciaire des salariés conduisent à produire de nouvelles questions.

En premier lieu, s'il existe bien des transferts d'une cause à une autre, d'une organisation à une autre, comment ces « passages » se produisent-ils concrètement ? L'analyse du militantisme en termes de pratiques (Mathieu, 1999) permet de montrer qu'on ne milite pas de la même manière selon les groupes et les

causes et qu'il existe des « styles militants » aisément reconnaissables; dès lors, peut-on imaginer des processus d'importation ou d'hybridation des formes de militantisme entre les organisations, qui passeraient par les reconversions de certains militants ?

Par ailleurs, on a montré l'importance de prendre au sérieux les déclarations de fidélité, même quand la réalité objective invite à les nuancer. On pourrait alors se demander ce qui reste de l'engagement militant quand on l'a quitté ou perdu : n'est-ce pas d'abord des formes d'action ou des pratiques culturelles qui peuvent être réinvesties dans des domaines très différents, par exemple dans celui de l'entreprise et du management ? Il en est ainsi de la « critique artiste » des « années 1968 », qui, portée par des anciens militants, est aujourd'hui au centre des pratiques néo-managériales (Boltanski et Chiapello, 1999). Cela conduit alors à s'intéresser aux effets propres du militantisme dans la sphère sociale, et donc à analyser tout autant ce qu'il produit que ce dont il est le produit.

Enfin, ce type d'analyse permet de prolonger les réflexions tournées vers la cause qui est portée autant que vers ceux qui la portent. L'analyse des nouvelles organisa-

tions permet alors de saisir des institutions qui sont à l'état naissant et dont le succès est parfois fondé sur des malentendus : susceptibles de permettre le développement rapide de l'organisation et de la cause qui est portée, ces malentendus conduiront probablement à des affrontements, à des désenchantements, donc à des désaffections et à des reconversions. C'est cette fluidité et cette variabilité du champ du militantisme, liées à la fois aux contextes, aux événements et à la modification des structures sociales, qui méritent l'attention du chercheur.

Laurent Willemez
Université de Poitiers (Savoirs,
cognition et rapports sociaux)
CURAPP (CNRS-Université
Picardie-Jules Verne)

Notes

- ¹ Le travail sociologique est toujours confronté à la difficulté d'enquêter sur les échecs, les déceptions ou l'absence, non seulement en termes de repérage des individus en rupture mais aussi pour ce qui est des conditions d'enquête elles-mêmes.
- ² Ainsi cette phrase de M. Winock : « Ce communisme, auquel il a ajouté foi sur une injonction du cœur, il veut en vérifier le bien-fondé sur place » (Winock, 1997 : 287-296).
- ³ Ainsi, Jean-Charles Basson cite un responsable départemental de la CFDT : « Nous avons abandonné l'amateurisme bon enfant qui trop souvent caractérisait nos formations. Finie la simple mise en commun des expériences de chacun ! Bannis les débats politiques interminables et stériles [...] notre objectif est de professionnaliser nos formations syndicales dans le but de faire de nos militants de véritables leaders, des managers dotés d'une forte intuition et d'un esprit prospectif » (Basson, 1996 : 197).

⁴ Entretien réalisé par Hélène Michel le 26 juin 2000 (souligné par nous).

⁵ Entretien réalisé le 18 octobre 2000.

⁶ Rappelons que, pour Weber, la distinction entre « vivre de la politique » et « vivre pour la politique » est principalement heuristique, et qu'« on fait en règle générale les deux à la fois » (Weber, 1959 : 111).

⁷ Pour une analyse plus approfondie de cette question, voir Willemez, 2003.

⁸ Pourtant, plusieurs avocats militants ont évoqué cet étonnant paradoxe d'avoir eu à défendre aux prud'hommes leurs clients, en l'occurrence la CGT, le Parti communiste ou le journal *L'Humanité*, contre des salariés de ces organisations ou de cette entreprise.

⁹ Entretien du 12 septembre 2002.

¹⁰ Entretien du 12 septembre 2002.

¹¹ Entretien du 1^{er} septembre 2000.

¹² Si l'on insiste particulièrement sur l'activité professionnelle, on pourrait en dire autant de l'adossement de la vie privée au militantisme : c'est le cas par exemple de certains anciens ouvriers du Nord, décrits par Olivier Schwartz, qui font du militantisme un « espace de recomposition masculine », un des espaces « de libre jeu, de libre déploiement des désirs et des forces » (Schwartz, 1990 : 323).

¹³ Pour nuancer ces appréciations, il faut rappeler que le travail d'entretien réalisé par le sociologue appelle l'enquête à reproduire des formes d'illusion biographique; plus encore, lorsque le « contrat » tacite entre enquêteur et enquêté concerne les récits d'engagement militant, il est logique que l'ensemble de la vie soit relue avec les lunettes demandées par l'enquêteur.

¹⁴ Entretien réalisé en juin 2000.

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY, Éric. 2001. « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de

- l'homme dans les années 1980», *Revue française de science politique*, 51, 6: 27-46.
- AGRIKOLIANSKY, Éric. 2002. *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*. Paris, L'Harmattan.
- ANDOLFATTO, Dominique, et Dominique LABBÉ. 2000. *Sociologie des syndicats*. Paris, La Découverte.
- BASSON, Jean-Charles. 1996. *Le Tarissement du militantisme. Socialisation politique et sociologie syndicale*. IEP de Grenoble, thèse de doctorat de science politique.
- BEAUD, Stéphane, et Michel PIALOUX. 1999. *Retour sur la condition ouvrière*. Paris, Fayard.
- BERLIVET, Luc, et Frédéric SAWICKI. 1994. «La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre», *Politix*, 27: 111-142.
- BOLTANSKI, Luc, et Ève CHIAPELLO. 1999. *Le Nouvel Esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard.
- BOURDIEU, Pierre. 1979. *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIEU, Pierre. 1986. «L'illusion biographique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63: 69-72.
- BOURDIEU, Pierre. 1994. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris, Éditions du Seuil.
- BOURDIEU, Pierre. 1997. *Méditations pascaliennes*. Paris, Éditions du Seuil.
- COLLOVALD, Annie, et Brigitte GAÏTI. 1991. «Des causes qui "parlent"», *Politix*, 16: 7-22.
- COLLOVALD, Annie, Marie-Hélène LECHIEN, Sabine ROZIER et Laurent WILLEMEZ. 2002. *L'Humanitaire ou le management des dévouements*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DAUVIN, Pascal, Johanna SIMÉANT et CAHIER. 2002. *Le Travail humanitaire*. Paris, Presses de Sciences-po.
- DURIEZ, Bruno, et Frédéric SAWICKI. 2003. «Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT», *Politix*, 16, 63: 17-51.
- ETHUIN, Nathalie. 2003. «De l'idéologisation de l'engagement communiste», *Politix*, 16, 63: 145-168.
- FILLIEULE, Olivier. 2001. «Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel», *Revue française de science politique*, 51, 6: 199-217.
- FILLIEULE, Olivier, éd. 2004. *Devenir militants. Approches sociologiques du désengagement*. Paris, Belin, à paraître.
- FILLIEULE, Olivier, et Christophe BROQUA. 2001. *Trajectoires d'engagement*. Paris, Textuel.
- GAXIE, Daniel. 1977. «Économie des partis et rétributions du militantisme», *Revue française de science politique*, 37, 1: 123-154.
- GAXIE, Daniel. 2001. «Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements», dans Jean-Louis BRIQUET et Philippe GARRAUD, éd. *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*. Rennes, Presses universitaires de Rennes: 217-239.
- GEAY, Bertrand. 1999. *Profession: instituteur*. Paris, Éditions du Seuil.
- GEAY, Bertrand. 2003. *Une sociologie politique de l'éducation. Lutttes scolaires, structures institutionnelles et socialisation*. Université Paris 8, mémoire en vue de l'Habilitation à diriger des recherches.
- GOTTRAUX, Philippe. 1997. «Socialisme ou barbarie». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*. Lausanne, Éditions Payot.
- HEURTIN, Jean-Philippe, et Danny TROM. 1997. «L'expérience du passé», *Politix*, 39: 7-16.
- HIRSCHMAN, Albert O. 1995. *Défection et prise de parole*. Paris, Fayard.
- ION, Jacques. 1997. *La Fin des militants ?* Paris, Éditions de l'Atelier.
- JUHEM, Philippe. 2001. «Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS: la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme», *Revue française de science politique*, 51, 6: 131-153.
- LABBÉ, Dominique, et Maurice CROISAT. 1992. *La Fin des syndicats ?* Paris, L'Harmattan.
- LAVABRE, Marie-Claire. 1994. *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*. Paris, Presses de la FNSP.
- LECHIEN, Marie-Hélène. 2003. «Des militants de la "cause immigrée". Pratiques de solidarité et sens privé de l'engagement», *Genèses*, 50, mars: 91-110.
- LENOIR, Rémi. 2003. *Généalogie de la morale familiale*. Paris, Éditions du Seuil.
- MARTY, Thomas. 2003. *Le militantisme intellectuel des membres d'ATTAC Toulouse. Disposition enseignante, autodidaxie et légitimité dans un comité local*. Intervention au colloque «Les mobilisations altermondialistes», CEVIPOF-CRPS.
- MATHIEU, Lilian. 1999. «Une mobilisation improbable: l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises», *Revue française de sociologie*, 40, 3: 475-499.
- MAUGER, Gérard. 1994. «Unité et diversité de la jeunesse», dans Gérard MAUGER, René BENDIT et Christian VON WOLFERSDORFF. *Jeunesses et sociétés*. Paris, Armand Colin: 21-49.
- MICHEL, Hélène, et Laurent WILLEMEZ. 2002. «Investissements savants et investissements militants du droit du travail: syndicalistes et avocats travaillistes dans la défense des salariés», dans Philippe HAMMAN, Jean-Mathieu MEON et Benoît VERRIER, éd. *Discours savant, discours militant: mélange des genres*. Paris, L'Harmattan.
- OFFERLÉ, Michel. 1984. «Illégitimité et légitimation du personnel ouvrier en France avant 1914», *Annales ESC*, 4, mai-juin: 681-713.
- OFFERLÉ, Michel. 1987. *Les Partis politiques*. Paris, PUF.

Perseverare Diabolicum: l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social

82

- OLLITRAUT, Sylvie. 2001. «Les écologistes français, des experts en action», *Revue française de science politique*, 51, 1-2: 105-130.
- PUDAL, Bernard. 1989. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP.
- PENNETIER, Claude, et Bernard PUDAL. 2000. «Du parti bolchevik au Parti stalinien», dans Michel DREYFUS et al., éd. *Le Siècle des communismes*. Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières (Éditions du Seuil, 2004): 499-510.
- PENNETIER, Claude, et Bernard PUDAL, éd. 2002. *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris, Belin.
- POLLACK, Michael. 1993. *Une Identité blessée*. Paris, Métailié.
- PUDAL, Bernard. 2002. «La beauté de la mort communiste», *Revue française de science politique*, 52, 5-6: 545-559.
- SAPIRO, Gisèle. 1999. *La Guerre des écrivains (1940-1953)*. Paris, Fayard.
- SCHWARTZ, Olivier. 1990. *Le Monde privé des ouvriers*. Paris, PUF.
- SIMÉANT, Johanna. 1998. *La Cause des sans-papiers*. Paris, Presses de Sciences-po.
- SIMÉANT, Johanna. 2001. «Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire», *Mots*, 65, mars: 28-50.
- SOMMIER, Isabelle. 1998. *La Violence politique et son deuil*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- SOMMIER, Isabelle. 2003. *Le Renouveau des mouvements contestataires*. Paris, Flammarion.
- TREBITSCH, Michel. 2002. «Les intellectuels», dans Vincent DUCLERC et Christophe PROCHASSON, éd. *Dictionnaire critique de la République*. Paris, Flammarion: 732-738.
- UBBIALI, Georges. 1999. «La reconversion des professionnels du syndicalisme», *Travail et emploi*, 80: 141.
- WEBER, Max. 1989. *Le Savant et le politique*. Paris, Plon.
- WILLEMEZ, Laurent. 2003. «Engagement professionnel et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés», *Politix*, 16, 62: 145-164.
- WILLEMEZ, Laurent. 2004 (à paraître). «Défendre les salariés: la constitution d'une expertise juridique dans les organisations syndicales», dans Christophe GAUBERT, Marie-Hélène LECHIEN et Sylvie TISSOT, *Reconversions militantes*. Limoges, PULIM.
- WINOCK, Michel. 1997. *Le Siècle des intellectuels*. Paris, Éditions du Seuil.